



*Handwritten signature or mark*

**DISTR.: LIMITÉE**  
**ECA/EASRDC/ICE/V/12e**  
**Décembre 1996**  
**Original: Français**

**NATIONS UNIES**  
**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

---

**Centre de Développement Sous-Régional**  
**pour l'Afrique de l'Est**

**Cinquième Réunion du Comité**  
**Intergouvernemental d'Experts**

**14-18 Avril 1998**  
**Addis Abéba (Ethiopie)**

**LES STRATEGIES POUR ETABLIR UN PARTENARIAT DURABLE**  
**ENTRE LES BAILLEURS DE FONDS ET LES**  
**FEMMES D'AFFAIRES CONGOLAISES**

## **AVANT PROPOS**

Depuis la Charte des Nations-Unies qui consacre, en 1945, l'égalité des droits des deux sexes, à la quatrième Conférence Mondiale sur les femmes: lutte pour l'égalité, le développement et la paix, de Beijing (Chine) en septembre 1995, beaucoup de progrès ont été réalisés, d'une part, dans la promotion du statut de la femme et, d'autre part, dans son intégration effective au processus de développement.

Certes, les efforts consentis tant au niveau de la Communauté internationale qu'à celui des Etats, sont louables et appréciables.

Cependant, diverses pesanteurs d'ordre culturel, religieux et juridique handicapent encore l'épanouissement de la femme.

Aussi, remercions-nous la Commission Economique pour l'Afrique (C.E.A.) et le Projet Femme et Développement du PNUD de nous avoir associé à la réflexion sur « l'équité et le pouvoir économique de la femme en République Démocratique du Congo ».

Puisse notre modeste contribution aider les participants à adopter des stratégies appropriées et efficaces pour le renforcement du partenariat durable avec les bailleurs de fonds.

### **I. INTRODUCTION GENERAL**

#### **1.1. PROBLEMATIQUE**

Dans le monde en général et en République Démocratique du Congo en particulier, les femmes constituent la grande majorité de la population . En République Démocratique du Congo, les femmes représentent 51,5 % de la population totale contre 48,5 % d'hommes, selon l'Enquête Nationale sur la situation des enfants et des femmes au Zaïre en 1995. Dans l'espace et dans le temps, les femmes ont toujours joué un rôle décisif dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire et dans le secteur informel de l'économie; où elles représentent l'essentiel de la main-d'oeuvre.

Ainsi, dans la société congolaise, les femmes portent à la fois les attributs de « épouses », de « mères et de « forces de travail ». En tant qu'épouses, les femmes congolaises s'attèlent aux travaux ménagers et domestiques. Comme mères, elles sont nourricières, éducatrices et gardiennes des valeurs traditionnelles.

Comme forces de travail ou main-d'oeuvre, elles font leur entrée dans le marché de l'emploi.

Les femmes constituent, sans nul doute, la pierre angulaire de la communauté nationale. Cependant, elles sont victimes de la discrimination ancestrale basée sur le sexe.

Cette situation s'est aggravée pour l'Africaine au contact avec la civilisation européenne à tendance individualiste.

Sur le plan juridique, un fait important mérite toutefois d'être épinglé; la consécration dans la Constitution de 1964 et suivantes de: « l'égalité de tous les congolais devant la loi et leur égale protection des lois ». La Constitution de 1967 fait de la femme électrice et éligible.

Par ailleurs, sur le plan économique, il n'existe pratiquement plus, à ce jour, aucun secteur d'activité socio-économique dans lequel les femmes sont absentes.

En revanche, des inégalités déplorables subsistent encore entre les femmes et les hommes. La pauvreté absolue ainsi que la féminisation de la pauvreté ne sont plus à démontrer dans notre pays. Divers pesanteurs défavorisent les femmes et les rendent vulnérables face aux enjeux des sociétés.

## **1.2. ETAT DE LA QUESTION**

Les problèmes liés à l'équité et au leadership des femmes constituent une des préoccupations de la communauté internationale et des pouvoirs publics.

A cet égard, plusieurs assises tant au niveau mondial, régional que national se sont appesanties sur cette problématique. Aussi, plusieurs instruments internationaux ont été adoptés par les États Membres des Nations-Unies.

A titre d'exemple, on rappellera:

### **a) au niveau mondial:**

- La troisième Conférence mondiale sur les femmes: « Egalité, Développement et Paix », tenue à Nairobi en 1985. Elle adopta des stratégies prospectives d'action de Nairobi;
- La quatrième Conférence mondiale sur les femmes: « Lutte pour l'égalité, le développement et la paix », tenue à Beijing en septembre 1995. Elle était chargée d'exécuter et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations-Unies pour les femmes.

### **b) au niveau régional**

- La cinquième Conférence régionale africaine de la femme, tenue à Dakar en novembre 1994. Elle s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la Conférence de Beijing de septembre 1995.

c) au niveau national

- Le Forum National sur les Droits et le Leadership de la Femme Congolaise, tenu à Kinshasa, du 2 au 6 septembre 1996. Ce Forum s'était assigné quatre objectifs, à savoir:

1. Informer les femmes sur leurs droits;
2. Susciter l'esprit de solidarité entre les femmes;
3. Identifier les points focaux susceptibles de mobiliser les femmes afin de les aider à mieux défendre leurs intérêts et à s'intégrer effectivement au processus du développement national;
4. Elaborer un plan d'action à court terme reprenant des objectifs, des stratégies et des actions précis, concrets et réalisables.

Enfin, il est utile de signaler que la République Démocratique du Congo avait adopté en 1979 « la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme » et mise en valeur en 1981. Cette Convention a été ratifiée par Ordonnance-Loi n°85-040 du 06 octobre 1985.

### **1.3. OBJET ET INTERET DE LA REFLEXION**

L'objet de cette réflexion est d'identifier des stratégies susceptibles d'asseoir et de renforcer un partenariat durable entre les bailleurs de fonds et les femmes d'affaires congolaises.

Nous comprenons ici le concept « femme d'affaires » dans son acception anglo-saxonne; c'est-à-dire « BUSINESS WOMEN'S », toute femme qui exerce une ou des activités productives et rémunératrices. Ces activités peuvent être salariées ou libérales (indépendantes). On ne saurait adopter des stratégies efficaces et opérationnelles sans avoir au préalable défini des objectifs qualitatifs voire quantitatifs à atteindre dans un horizon déterminé.

Cette démarche logique repose naturellement sur une analyse multisectorielle de la femme congolaise. Nous examinerons également l'environnement macro-économique, socio-culturel, juridique et politique qui influe sur la conclusion d'un partenariat stable.

### **1.4. HYPOTHESES DE LA REFLEXION**

La problématique posée ci-avant ainsi que l'état de la question rappelée ci-haut, nous conduisent à formuler quelques hypothèses devant sous-tendre notre contribution. N'ayant pas mené des enquêtes spécifiques sur le sujet, et nous fondant sur l'observation de la vie courante, il s'avère raisonnable de susciter quelques interrogations:

1. La réalisation de l'égalité réelle ou effective entre les femmes et les hommes constitue-t-elle un gage de formation du leadership des femmes?
2. Le relèvement du niveau d'instruction et de formation professionnelle des femmes est-il indispensable et suffisant pour établir un partenariat durable avec les bailleurs de fonds?
3. L'incapacité juridique des femmes constitue-t-elle une contrainte dans l'affermissement de leur pouvoir économique?
4. L'assainissement de l'environnement économique influe-t-il sur la consolidation du partenariat entre les femmes d'affaires et les bailleurs de fonds?
5. La création de réseaux de collaboration entre femmes d'affaires représente-t-elle un atout pour garantir leur pouvoir économique?

#### **1.4. METHODOLOGIE**

Les phénomènes sociaux étant totaux, globaux et groupaux, nous avons recouru à la méthode dialectique ainsi qu'à l'approche empirique pour traiter ce sujet. Ainsi, examinons-nous un ensemble d'interactions entre d'une part, l'équité et le pouvoir économique des femmes, et d'autre part, les bailleurs de fonds et les femmes d'affaires congolais. Il va sans dire que les relations dialectiques qui existent entre les stratégies, les objectifs et la situation des femmes sont mis en exergue.

A défaut de réaliser une enquête spécifique et appropriée, nous avons opté pour la recherche documentaire, afin de collecter les données nécessaires devant inspirer cette réflexion.

#### **1.5. CONTENU DE LA REFLEXION**

La présente communication comporte cinq parties, à savoir:

1. L'introduction générale qui aborde des questions ayant trait à la problématique, à l'état de la question, aux hypothèses et au choix de la méthodologie et technique de recherche;
2. La définition des concepts clés, à savoir: stratégie, partenariat, bailleur de fonds, femme d'affaires, affaires, entrepreneur;
3. La situation de la femme congolaise;
4. Les politiques et les objectifs pour promouvoir l'équité et le pouvoir économique;

5. L'identification des stratégies pour établir un partenariat durable.

## II. DEFINITION DES CONCEPTS-CLES

Il nous a semblé indiquer de définir les termes-clés que renferme notre thème afin de bien intérioriser sa quintessence. En effet, la saisie de ces concepts permettra de mieux comprendre les questions importantes examinées subséquemment. Les définitions reprises ci-dessous sont puisées dans le dictionnaire encyclopédique.

1. Stratégie: C'est l'art de coordonner l'action de forces militaires, politiques, économiques et morales impliquées dans la conduite d'une guerre ou la préparation de la préparation en vue d'une victoire.

Exemple: stratégie atomique, stratégie électorale...

2. Partenariat: Vient de partenaire. C'est le fait de s'associer à une personne physique ou morale, à un pays avec lesquels on est en relation à l'intérieur d'un ensemble social, économique, etc...

Exemple: partenaires sociaux, partenaires économiques (A.C.P. et U.E.)

3. Bailleur de fonds: C'est la personne qui fournit des fonds à un particulier ou à une société. Il peut être une personne physique ou morale.

4. Femme d'affaires et homme d'affaires: Celle ou celui dont l'activité professionnelle est tournée vers les affaires commerciales.

5. Affaires: C'est l'ensemble des activités économiques d'ordre industriel, agricole, commercial et financier.

6. Entrepreneur: Toute personne qui dirige une entreprise pour son propre compte et qui met en oeuvre les divers facteurs de la production (nature, travail, capital) en vue de vendre des produits ou des services.

7. Entreprise: C'est une organisation de production de biens ou services à caractère commercial, appartenant à une personne physique ou morale. Selon leur structure économique, on distingue les entreprises publiques, privées et mixtes. D'après leurs activités économiques, on distingue aussi:

- les entreprises de productions (minières, agricoles et industrielles); et
- les entreprises de services (commerciales, de transports, financières).

## III. ANALYSE DE LA SITUATION DES FEMMES CONGOLAISES

L'analyse relative à la situation des femmes congolaises porte exclusivement sur certaines contraintes qui handicapent ces dernières à jouer leur rôle de leader dans le domaine économique.

### **3.1. CONTRAINTE SOCIO-ECONOMIQUE**

Les femmes d'affaires doivent faire face à leurs obligations au moyen de trois atouts, à savoir:

- leur savoir: culture et formation théorique;
- leur savoir-faire: compétences et aptitudes pratiques;
- leur savoir-être: comportement avec les autres.

De ce fait, il en découle des besoins à satisfaire impérieusement au profit des femmes d'affaires. Il est regrettable de constater que la situation des femmes dans le domaine de l'éducation formelle et non-formelle, comparativement aux hommes, n'est guère brillante. L'accès des jeunes filles à l'éducation et à l'instruction reste inférieur par rapport à celui des garçons. En effet, l'enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes au Zaïre (Congo) en 1995 nous fournit des informations révélatrices à ce sujet.

#### **3.1.1. CONCERNANT L'EVOLUTION DES TAUX DE SCOLARISATION (en %)**

	<u>1978-79</u>	<u>1967-88</u>	<u>1995</u>
	<u>G. F. T.</u>	<u>G F T</u>	<u>G F T</u>
<u>TAUX NET DE SCOLA-</u>	86,5 : 57, 8 : 71, 8	4 : 51, 1:58,7	62,4 : 6 : 58, 5
<u>RISATION</u>	66	54,	

Ce tableau montre une tendance à la baisse des taux de scolarisation chez les garçons et une relative stagnation chez les filles.

#### **3.1.2. CONCERNANT LES PERSONNES AGEES DE 15 ANS PAR MILIEU DE RESIDENCE ET PAR SEXE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION ATTEINT (EN %)**

Ce tableau relève que la proportion des personnes qui sont instruites est plus forte en milieu rural qu'en milieu urbain et plus intense chez les femmes que chez les hommes.

En outre, 41,1 % des femmes sont analphabètes contre 16 % d'hommes.

#### **3.1.3. CONCERNANT L'INSCRIPTION A L'UNIVERSITE DE KINSHASA**

Ce tableau indique que l'obtention d'un diplôme universitaire ou supérieur est fonction du taux de fréquentation de ces institutions.

### **3.1.4. CONCERNANT LA FIN DES ETUDES TECHNIQUES**

En 1990, les résultats fournis par l'annuaire statistique de l'enseignement édité par le Ministère du Plan répartissent les inscriptions féminines selon les spécialités:

- 91 % en coupe et couture;
- 89 % en tourisme;
- 41 % en commerce et administration;
- 11 % en agriculture;
- 6 % en techniques industrielles; et,
- 5 % en mécanique automobile.

En fin de cycle, les taux de réussite seront seulement de:

- 1,8 % pour l'agriculture;
- 0,26 % en techniques industrielles;
- 3 % en mécanique automobile.

### **3.2. CONTRAINTE JURIDIQUE**

Il est vrai que la République Démocratique du Congo avait ratifié, le 6 octobre 1985, la « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme ».

Aussi, est-il incontestable que depuis 1967, toutes les Constitutions de la République consacrent le « principe d'égalité entre l'homme et la femme ».

Il convient, cependant, de relever quelques dispositions qui posent encore des problèmes dans le chef des femmes.

#### **3.2.1. CONCERNANT LE CODE DE LA FAMILLE**

L'article 448 consacre le principe de l'incapacité juridique de la femme mariée et dispose que « la femme est soumise à l'autorisation de son mari pour tout acte juridique par lequel elle s'oblige à une prestation qu'elle doit effectuer en personne ».

#### **3.2.2. CONCERNANT LE CODE DU TRAVAIL**

L'article 3, point C qui limite quelque peu le droit au travail de la femme mariée car celle-ci peut travailler sauf opposition expresse du mari.



### **3.2.3. CONCERNANT LA LOI FONCIERE**

Le droit de concession est accordé indistinctement à l'homme et à la femme.

Hélas, ce droit se trouve limité à cause des mentalités rétrogrades, surtout en milieu rural; car, il est inconcevable de voir la femme devenir « propriétaire terrienne ».

En définitive, le principe de l'incapacité juridique affectant la femme mariée l'handicape à négocier librement un emploi salarié, à accéder aux facilités de crédits bancaires, à négocier les marchés avec des partenaires.

### **3.2. CONTRAINTE ECONOMIQUE**

Dans son article intitulé « la femme zaïroise dans la vie économique », Madame GEMA DILOYA <sup>1</sup> brosse un tableau véridique de la participation de la femme au développement économique du pays.

Elle soutient que « depuis quelques années, sa contribution à l'économie s'est encore développée. En effet, les différentes crises qui frappent nos pays l'ont projeté vers diverses activités génératrices de revenus. On l'a retrouvée dans le petit commerce, l'artisanat, l'agriculture et dans la petite industrie alimentaire.

Aujourd'hui, les études démontrent qu'une grande part des revenus dans les ménages est apportée par la femme. Ce pourcentage est encore plus élevé dans les zones rurales. D'autres études révèlent que c'est grâce au dynamisme des femmes que les familles dans le monde entier, ont pu lutter contre une pauvreté toujours menaçante et préserver la paix sociale.

Cependant, dans ces efforts, la femme doit constamment faire face à plusieurs obstacles notamment ceux liés à l'environnement et ceux liés à sa nature de femme. Parmi ces obstacles liés à son environnement, nous citerons:

- les contraintes culturelles: la femme qui entreprend est souvent considérée comme une indisciplinée, car elle rentre dans un domaine réservé aux hommes, le droit à la propriété ne lui est pas reconnu;

---

<sup>1</sup> Forum National sur les droits et le leadership de la femme congolaise, Kinshasa, du 2 au 6 septembre 1996.

- l'incapacité juridique: résultant des dispositions légales qui subordonnent la liberté d'entreprendre une affaire ou l'octroi d'un crédit au consentement de l'époux. A cela s'ajoutent les problèmes de succession qui peuvent englober sa mise;
- les difficultés conjoncturelles liées à l'évolution du marché qui l'obligent à opérer des adaptations fréquentes;

Quant aux obstacles liés à sa nature de femme, ils proviennent entre autres:

- des contraintes psychologiques qui limitent sa volonté d'entreprendre. Elle doit mobiliser une grande persévérance pour concrétiser un sujet;
- des insuffisances en gestion, généralement liées à son faible niveau d'instruction. Cette situation l'oblige à se concentrer dans des métiers moins valorisés et moins rémunérés et à opter pour le secteur informel car moins exigeant;
- du conflit de plusieurs rôles que la femme est tenue de jouer. En effet, par manque d'organisation, de planification, il lui est souvent difficile de concilier les rôles de mère-épouse;
- l'absence de connaissances techniques qui l'obligent à mettre sur le marché des produits de qualité médiocre;
- la quasi absence des structures d'appui visant à améliorer les compétences en gestion et à faciliter l'accès au crédit (1).

### **3.4. CONTRAINTE LIEE A LA PAUVRETE DE LA FEMME**

On estime que 60 à 70 % de la population congolaise souffrent actuellement de la pauvreté, sont constituées des femmes. La pauvreté de la femme résulte de plusieurs facteurs concomitants, à savoir:

- l'absence dans les activités les plus rentables telles que la production minière, l'industrie de transformation, l'agro-industrie, les activités de commerce de grande envergure;
- le taux élevé d'analphabétisme et manque de compétences en technique et en gestion des affaires;

- les difficultés d'accès aux facteurs de production par la femme, surtout en milieu rural;
- le rabattement des revenus de la femme dans les entreprises pendant la période post-partum;
- la détérioration des termes de l'échange des produits manufacturés, face aux produits agricoles dont la femme est la principale productrice;
- l'accroissement, en cette période de crise, du nombre de ménages dirigés par les femmes qui s'adonnent en grande partie aux activités informelles pour nourrir le mari et les enfants.

### **3.5. CONTRAINTE LIEE A LA SANTE SEXUELLE ET DE LA REPRODUCTION**

Les femmes congolaises sont confrontées aux problèmes de santé sexuelle et de la reproduction. Au Congo, on observe une proportion importante de grossesses à haut risque, notamment chez les femmes de moins de 20 ans et de plus de 35 ans, et chez les femmes qui accouchent après un intervalle inférieur à 2 ans. Il en résulte un niveau très élevé de morbidité maternelle et infantile. La mortalité infantile a augmenté entre 1984 et 1995, passant de 137. C'est-à-dire que près de 148 enfants sur 1000 meurent avant d'atteindre l'âge de 1 an. Tandis que l'espérance de vie à la naissance a baissé en 1984 à 1995, passant de 47 ans à 45,4 ans.

## **IV. POLITIQUES ET OBJECTIFS STRATEGIQUES:**

Relatifs aux domaines critiques face aux diverses contraintes examinées ci-haut, il impose aux pouvoirs publics de formuler et d'adopter en concertation avec les communautés de base et les organisations non-gouvernementales, des politiques et des objectifs appropriés en faveur des femmes. Ces politiques et des objectifs doivent avoir pour finalité la concrétisation des Conventions, Résolutions et Recommandations auxquelles notre pays a souscrites tant au niveau international et/ou régional que national.

## **4.1. AU NIVEAU DE L' EDUCATION ET DE L' ALPHABETISATION**

### **4.1.1. Politique**

L'éducation pour tous, qui reconnaît le droit à tout individu, sans discrimination de rare, de sexe, d'âge, de classe sociale, à accéder à l'éducation, à la formation et à satisfaire ses besoins éducatifs fondamentaux (Jomptien, Thaïlande, 1990).

### **4.1.2. Objectifs stratégiques**

1. Assurer un accès égal à l'éducation.
2. Eliminer l'analphabétisme féminin d'ici à l'an 2000.
3. Améliorer l'accès à la formation professionnelle, en permanence
4. Allouer les ressources adéquates aux réformes du système éducationnel et suivre leur application.

## **4.2. Au niveau juridique**

### **4.2.1. Politique**

L'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme en tant que obligation de chaque Etat-partie qui découle de l'article 18 de la Convention (adoptée en 1979 et entrée en vigueur en 1981).

### **4.2.2. Objectifs stratégiques**

- a. Obtenir la révision des dispositions légales discriminatoires et l'application effective de la législation, spécialement le code de la Famille, le Code Pénal, le Code du Travail et le Code de la Sécurité Sociale.
- b. Amener les femmes à connaître leurs droits.

## **4.3. Au niveau économique, monétaire et commercial.**

### **4.3.1. Politique globale**

- a. Mettre au point et appliquer les politiques macro-économiques et sectorielles saines et stables qui favorisent une croissance

économique soutenue, supérieure au taux d'accroissement démographique.

- b. Réviser les législations et les pratiques administratives dans le sens d'une reconnaissance des droits des femmes sur les ressources économiques et d'un accès plus large des femmes à ces ressources.
- c. Ouvrir aux femmes l'accès à l'épargne et aux organismes de crédit.
- d. Prendre des mesures constructives pour faciliter l'égalité d'accès des femmes aux ressources, à l'emploi, aux marchés et aux échanges commerciaux.

#### **4.3.2. Politiques spécifiques.**

Ces politiques spécifiques portent sur:

- 1. La réforme de la politique monétaire;
- 2. La réforme de la politique de change;
- 3. L'assainissement et la réforme du système bancaire; et
- 4. La réforme de la politique de crédit.

#### **4.4. Au niveau de la santé sexuelle et de la reproduction.**

##### **4.4.1. Politique**

La réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle et infantile par l'espacement des naissances, la prévention des grossesses à haut risque et la lutte contre l'infécondité involontaire; et  
Permettre aux couples d'avoir en toute conscience et en toute liberté, le nombre d'enfants qu'ils peuvent élever convenablement.

##### **4.4.2. Objectifs stratégiques**

Il s'agit de:

- 1. Elargir le plein accès des femmes tout au long de leur vie à des services de santé et des services connexes adaptés, gratuits ou abordables et de bonne qualité;

2. Renforcer les programmes de prévention des risques auxquels sont exposées les femmes sur le plan de la santé;
3. Lancer des initiatives multisectorielles face aux maladies vénériennes, à la pandémie d'infection par le V.I.H./Sida et aux divers autres problèmes de santé;
4. Promouvoir la recherche et la diffusion d'informations sur la santé des femmes; et
5. Augmenter les ressources consacrées à la santé des femmes et suivre et évaluer la situation dans ce domaine.

#### **4.5. Au niveau politique.**

##### **4.5.1. Politique**

Instaurer un Etat véritablement démocratique, respectueux des droits de l' homme et des libertés fondamentales.

##### **4.5.2. Objectifs stratégiques**

Il s' agit de:

1. Garantir la sécurité du territoire national;
2. Assurer la protection des personnes et de leurs biens; et
3. Garantir la paix sociale.

#### **V. MESURES STRATEGIQUES.**

En vue d'établir et de consolider un partenariat durable, les mesures stratégiques retenues doivent être actionnées simultanément par les femmes d'affaires, les bailleurs de fonds, le Gouvernement ainsi que des organismes bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement.

##### **5.1. Concernant les femmes d'affaires.**

Il s' agit notamment de:

1. Former et/ou recycler les femmes pour l'acquisition de connaissance techniques et des compétences nouvelles en gestion des entreprises;

2. Encadrer et former les femmes d'affaires à initier, à monter et à finaliser des projets bancables en vue de mobiliser facilement leur financement; et
3. Inciter les femmes d'affaires à ouvrir des comptes bancaires en vue d'indiguer la thésaurisation.

## **5.2. Concernant les bailleurs de fonds (banques spécialisées)**

Il s'agit notamment de:

1. Utiliser des techniques de crédit et d'épargne qui permettent d'atteindre effectivement les femmes, de réduire les coûts de transaction et de réévaluer les risques;
2. Ouvrir des guichets spéciaux pour les opérations de prêts destinés aux femmes notamment aux jeunes femmes qui n'ont pas accès aux garanties bancaires traditionnelles;
3. Simplifier les règles bancaires, par exemple en réduisant des dépôts minimum et en assouplissant les autres conditions d'ouverture de comptes bancaires; et
4. Assurer que les femmes participent à la direction et au capital des institutions qui fournissent les services financiers et de crédit.

## **5.3. Concernant le Gouvernement.**

Il s'agit de:

### **5.3.1. Politique monétaire:**

- Réaliser la stabilité monétaire par rapport à la monnaie référence, le dollar américain;
- Eliminer le marché parallèle par l'application de taux de change basé sur l'offre et la demande;
- Réduire le financement bancaire par les émissions monétaires inopportunes;

- Mettre en place une stratégie de relance de la monnaie scripture.

### **5.3.2. Politique de change**

- Mettre en place une politique de réglementation de change souple et accessible à tous les opérateurs économiques.

### **5.3.3. PV de crédit**

- Réduire le taux de loyer de la monnaie, c'est-à-dire le taux d'intérêt bancaire;
- Assouplir les conditions d'accès au crédit; et
- Réaménager les conditions d'ouverture de crédit documentaire.

### **5.3.4. Réforme bancaire**

- Mettre en place les mécanismes d'encadrement du système bancaire;
- Réorganiser et relancer l'intermédiation bancaire;
- Faciliter l'accès aux services financiers des femmes désavantagées, et notamment des femmes chefs d'entreprises qui vivent dans des régions rurales et dans les zones urbaines; et
- Resserrer les liens entre les institutions bancaires et les organismes de crédit intermédiaires par voie législative;
- Dispenser une formation aux femmes et renforcer la capacité des organismes intermédiaires pour leur permettre de mobiliser des capitaux et d'accroître le montant des crédits disponibles; et
- Encourager l'établissement de liens entre les institutions financières et les organisations non-gouvernementales et appuyer les pratiques novatrices en matières de prêts, prestations destinées aux femmes et à la formation et en mettant des mécanismes de crédit à la disposition des femmes des zones rurales.

## **5.4. Concernant les organismes multilatéraux d'aide au développement.**

Il s'agit de:

1. Appuyer, par des capitaux et des ressources, les institutions financières qui desservent les femmes disposant de faibles revenus, Chefs de petites et micro-entreprises ou exerçant des activités productives, tant dans le



secteur structuré que dans le secteur non-structuré;

2. Aider les institutions qui fournissent des services à un grand nombre d'hommes et des femmes à bas revenu en leur apportant du capital, des moyens de refinancement et un appui institutionnel selon des modalités qui les encouragent à devenir autonomes; et
3. Accroître les moyens de financement adéquats pour les programmes et projets visant à promouvoir des activités d'entreprises productives et viables, de nature à procurer des revenus aux femmes qui sont dans la pauvreté.

## **VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

### **6.1. Conclusions:**

Depuis la signification, en 1945, de la chute des Nations-Unies qui avait consacré pour la 1ère fois les principes de: l'égalité des droits des deux sexes, jusqu'à la Quatrième Conférence Mondiale sur les femmes: Lutte pour l'Egalité, le Développement et Paix, de Beijing, en septembre 1995, beaucoup de progrès ont été réalisés, d'une part dans la promotion du statut de la femme et d'autre part, dans son intégration au processus de développement.

Cependant, diverses pesanteurs d'ordre culturel, juridique, économique et institutionnel handicapent encore l'épanouissement de la femme. Sans nul doute, ces pesanteurs impliquent et justifient la féminisation de la pauvreté dans notre pays.

Nous nous devons rendre un hommage mérite aux femmes congolaises qui au fil de temps, assurent avec courage leurs rôles à la fois d'épouse, de mère, de force de travail et pourquoi pas de chef de ménage dans un environnement politique et socio-économique qui ne leur est toujours pas favorable.

Au regard de la structure: dualiste, extravertie et désintégrée de notre économie et du déséquilibre perpétuel de notre cadre macro-économique, les résultats réalisés par les femmes d'affaires congolaises ne constituent-ils pas de prouesses?

## **6.2. Recommandations:**

- a. Rechercher des mécanismes pour favoriser et soutenir la solidarités entre les femmes à travers la création des réseaux. Faut-il encore créer aujourd'hui d'autres réseaux quand on sait qu'il existe déjà le C.N.O.N.G. au niveau national et le C.R.O.N.R. au niveau provincial?

Il n'y a-t-il pas d intérêt à intégrer ces structures et les renforcer de l'intérieur, car l' union fait la force.

- b. Etant donné que les hommes contrôlent la grande majorité des ressources et prennent la plupart des décisions capitales en matière de politique et de gestion, la démarche la plus efficace ne consiste pas dans la mise sur pied des projets et programmes spéciaux à l'intention des femmes. En revanche, il s' impose d'associer de plus en plus les hommes et les femmes dans ses projets. Il en résultera certainement une meilleure compréhension mutuelle du GENRE.
- c. Créer au sein du Projet Femme et Développement du PNUD à un poste d'expert en POUVOIR ECONOMIQUE DE LA FEMME qui sera chargé de réfléchir et de monter dans six mois un PROGRAMME NATIONAL SUR LE LEADERSHIP ECONOMIQUE DE LA FEMME afin de bien lutter contre la déminisation de la pauvreté pendant la décennie consacrée à ce fléau (1997-2006).

### **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

1. Evaluation de l'état d'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme au Zaïre, par Odette Bolie MONKWA MUBIALA, Kinshasa, Juin 1996.
2. Forum national sur les droits et le leadership de la femme zaïroise, Rapport final, Kinshasa, du 2 au 6 septembre 1996.
3. Rapport national sur la situation de la femme au Zaïre, Secrétariat Général à la Famille, Juin 1994.
4. Rapport de mission de la délégation zaïroise à la cinquième Conférence Régionale Africaine de la Femme. Dakar, du 16 au 23 novembre 1994.
5. Politique National de la Population  
Département du Plan, N'sele, Juin 1997.
6. Rapport National sur le Développement Social, Ministère du Plan, mars 1995.
7. Rapport National sur la situation des enfants et des femmes au Zaïre en 1995, Rapport final, MC du Plan et de la Reconstruction Nationale, Kinshasa, février 1996.
8. Rapport de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement, Caire (Egypte), du 5 au 13 septembre 1994
9. Rapport de la Conférence Mondiale sur les femmes Beijing (Chine), septembre 1995.
10. Initiation aux méthodes de recherche en sciences sociales par KUYUNSA Bidum Gilbert et SHOMBA Kinyamba Sylvain, P.U.Z., 1995.